



# MOUVEMENT BURKINABE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES (M.B.D.H.P.)

- Membre de la FIDH
- Membre observateur auprès de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples
- Membre de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme
- Affilié à la Commission Internationale des Juristes (GENEVE)

01 BP 2055, OUAGADOUGOU 01  
Tél. : (226) 25 35 57 71  
E-mail : [mbdhpburkina@gmail.com](mailto:mbdhpburkina@gmail.com)

## COMMUNIQUE DE PRESSE

C'est avec indignation que le MBDHP apprend que, pour la énième fois, le MPSR 2 procède en ce moment même à une réquisition massive et ciblée de citoyens, en application du Décret portant mobilisation générale et mise en garde.

Cette fois-ci, les réquisitions opérées par le MPSR 2 concernent, pour l'essentiel, des membres du collectif d'organisations syndicales et de la société civile ayant annoncé la tenue d'un meeting le 31 octobre dernier à la bourse du travail de Ouagadougou, ainsi que des journalistes, leaders d'opinion et hommes politiques, critiques sur la gestion actuelle des affaires de notre pays.

Ces réquisitions, de par leur nombre et de par l'identité des personnes concernées, finissent d'achever de convaincre les plus sceptiques sur les motivations réelles de leurs initiateurs.

Ainsi, il apparaît de plus en plus clairement que le Décret portant mobilisation générale et mise en garde a été spécialement conçu et adopté non pas pour contribuer à la lutte contre le terrorisme dans notre pays mais pour réprimer toute personne émettant un avis sur la gestion actuelle de notre pays, qui ne rencontrerait pas l'assentiment des puissants du moment.

Cette situation n'est pas acceptable. Elle traduit clairement la volonté manifeste des autorités actuelles de museler toutes les voix discordantes et constitue un pas en avant dans la fascisation du pouvoir.

Le MBDHP informe les dirigeants actuels de notre pays que ses militants, ensemble avec d'autres composantes du peuple burkinabè, ont payé de leur sueur et de leur sang, pour la conquête d'espaces de libertés dans notre pays.

A ces espaces-là, nous tenons et tiendrons toujours quoi qu'il advienne.

Pour le MBDHP, les réquisitions émises jusqu'ici constituent clairement des abus de pouvoir qui engagent la responsabilité individuelle de leurs auteurs. Tôt ou tard, ces derniers répondront de leurs actes.

Pour l'heure, le MBDHP appelle l'ensemble des démocrates de notre pays, épris de justice et de paix, à se mobiliser contre l'arbitraire et contre toutes formes de manifestation d'injustices.

Ouagadougou, le 05 novembre 2023

**Le Comité exécutif national**